Appel à la remise en marche des radios et télévisions burundaises

APA, 22-05-2015 Bujumbura (Burundi) - Le médiateur de la République (Ombudsman) du Burundi, Mohamed Rukara, a lancé un appel vendredi au gouvernement et aux partenaires du Burundi de contribuer à la mise en marche rapides des radios et télévisions saccagées dans la nuit du coup de force avorté, soulignant que leur fermeture crée un espace libre aux rumeurs qui ont des effets dévastateurs du fait de l'absence d'information. Après une visite effectuée des sièges de ces stations, Mohamed Rukara a indiqué dans un point de presse que la radio "Isanganiro" n'a pas été endommagée et a promis de transmettre dans ce sens un rapport qui de droit pour que cette radio puisse rouvrir.

Dans une situation "très préoccupante" où il y a eu de pertes importantes en vie humaines, l'importance de l'information objective est primordiale afin de faire la lumière sur ce qui se passe et calmer les esprits, a-t-il souligné. "L'information est à l'esprit ce que le pain est au corps humain", a affirmé l'Ombudsman, qui a profité de l'occasion pour demander aux journalistes et diplomates présents au point de presse d'observer une minute de silence pour la mémoire de victimes des manifestations au Burundi. L'Ombudsman Mohamed Rukara a vivement condamné toute utilisation de la force pour accéder au pouvoir et a exhorté les protagonistes burundais d'utiliser des moyens réglementaires pour régler leur conflit. Le point de presse s'est tenu à l'absence des responsables de médias pourtant conviés. Ils étaient au même moment allés assister à la convocation devant le parquet général de la République du directeur général de radiotélévision "Renaissance". Cette station a été brisée et son directeur convoqué au motif que sa télévision diffusait le discours des putschistes.